

Travailler aujourd'hui sur la migration de retour

Jean-Pierre CASSARINO est Professeur au Centre Robert Schuman, Institut Universitaire Européen, Florence, et chercheur associé à l'IRMC.

Parler de migration de retour revient à évoquer une étape du cycle migratoire où les projets et aspirations des migrants peuvent se formuler et se réajuster en fonction de facteurs à la fois contextuels, personnels et spatio-temporels. On sait, depuis des décennies, que la durée de l'expérience migratoire vécue à l'étranger, les motifs du retour et le contexte dans les pays d'immigration et d'origine ont une incidence sur la propension d'un migrant à rentrer au pays et à participer à la vie sociale économique et culturelle de son pays d'origine. Le retour, qu'il soit temporaire ou permanent, constitue un processus, composé d'événements étalés dans le temps, dont on ne peut faire abstraction si l'on souhaite comprendre les raisons pour lesquelles certains migrants parviennent à mieux se réintégrer au pays que d'autres.

Certes, il existe bien d'autres variables dont il faut tenir compte afin d'affiner ces considérations préliminaires. L'une d'elles, essentielle, relève de la décision personnelle, et sans contrainte aucune, de rentrer au pays et de s'y préparer. Cette condition essentielle, que l'on nommera « retour décidé », s'apparente au pouvoir subjectif d'une personne d'organiser son processus de retour, que ce dernier soit temporaire ou non. Elle demeure peu connue, voire reconnue. Peu connue dans la mesure où les statistiques officielles ou données censitaires relatives aux stocks de migrants de retour, quand elles existent, focalisent leur attention sur quelques critères socio-démographiques. Peu reconnue parce que les aspirations et projets des migrants de retour ont été, au cours des deux dernières décennies, sacrifiés sur l'autel de la sécurisation des flux migratoires temporaires et du contrôle renforcé des frontières. Cette dimension sécuritaire n'aurait jamais atteint un tel degré de consensus au niveau des instances gouvernementales des pays d'immigration et d'origine, ainsi qu'au niveau des organisations intergouvernementales, sans l'adoption d'un lexique à même de légitimer les modes opératoires de ces derniers tout en les rendant plus acceptables et pensables, même si leurs conséquences demeurent impensables.

C'est précisément le caractère hégémonique de ce lexique qui a permis, par la construction de nouvelles catégories de pensées, de transformer la notion même de retour en figure de substitution aux termes expulsion, réadmission et éloignement des migrants en situation irrégulière et des déboutés du droit d'asile. Cet usage euphémique a eu de fortes répercussions sur la compréhension du retour des migrants puisqu'il traduit l'expression directe du pouvoir coercitif des États à l'encontre de personnes perçues par les autorités d'un pays d'immigration comme étant « illégales » (celles dont le permis de séjour est arrivé à terme), voire indésirables (celles qui ont traversé la frontière sans y être autorisées). Cette vision, désormais dominante, a également contribué à consolider l'idée selon laquelle le retour ne serait plus une

d'interprétation dominants, sans en renier la prégnance, et de les déconstruire afin de mettre en évidence les risques d'une approche foncièrement sécuritaire de la migration de retour. Reconnaître l'existence de paradigmes puissants, capables de forger les convictions des uns et les priorités des autres, constitue déjà un premier pas dans cette direction, bien plus que ne le serait un ton dénonciateur qui reprend, probablement sans même s'en rendre compte, le même lexique et les catégories dominantes évoqués précédemment. Produire une connaissance, basée sur des analyses plaçant le migrant en tant que tel, ainsi que ses droits, choix et aspirations, au centre de l'attention, permet de recadrer le champ d'investigation et d'explorer les enjeux et réalités propres à la migration de retour.

Par conséquent, on comprend mieux que travailler aujourd'hui sur la migration



© <http://rsc.eui.eu/wp-content/blogs>.

étape du cycle migratoire, mais bien sa sanction ultime ou sa fin. Elle s'est subtilement imposée par l'adoption d'une dichotomie opposant le retour dit volontaire au retour dit forcé ; tous deux appliqués aux personnes en situation irrégulière ou bien placées en détention. Aujourd'hui, cette vision dichotomique relèverait presque du sens commun si l'on ne s'interrogeait pas sur ses origines idéologiques, ses implications et sa véritable valeur heuristique.

Si ces catégories de pensée appliquées au retour peuvent paraître confortables au regard de nombreux officiels et fonctionnaires des pays d'immigration, comme des pays d'origine, elles ne peuvent l'être pour le chercheur. Ce dernier a toutes les raisons de s'affranchir des schémas

de retour requiert une démarche à la fois épistémologique, méthodologique et critique. Ces trois dimensions sont aujourd'hui intimement liées, bien plus qu'elles ne l'étaient il y a près de vingt ans. Qui aurait pu imaginer à l'époque qu'un amalgame entre retour et réadmission aurait (naturellement) dominé les pourparlers et débats en matière migratoire ? Qui aurait pu croire que des pans entiers de travaux scientifiques sur la migration de retour, issus de différentes disciplines, auraient été subitement éclipsés par des priorités politiques et par une « expertise » complaisante pour, enfin, tendre vers un subtil alignement mental ? La réponse à ces questionnements éminemment actuels relève, entre autres, du rapport compliqué entre recherche

scientifique et politique, ainsi que de conditions plus générales liées à la véracité des énoncés et à leur légitimation.

La recherche empirique et l'analyse critique constituent le seul moyen de reconsacrer le retour comme étape du cycle migratoire, d'une part, et le migrant de retour comme acteur, d'autre part. L'institut Universitaire Européen (IUE), dans le cadre de la plateforme de recherche « migration de retour et développement »¹ a récemment terminé une enquête réalisée en Tunisie, au cours du premier semestre 2012, basée sur un échantillon comprenant près de quatre cents entretiens directs auprès de migrants de retour tunisiens², à savoir des personnes ayant vécu plus d'un an à l'étranger et qui, au moment de l'enquête, sont de retour en Tunisie depuis au moins trois mois. L'IRMC³, partenaire de l'IUE, a directement participé à la collecte des entretiens réalisés principalement dans les gouvernorats de Tunis, l'Ariana, La Manouba, Ben Arous, Gabès, Kairouan, Jendouba, et Médenine, auprès de migrants rentrés essentiellement de France, d'Italie, de Libye, d'Oman, du Canada, des Emirats Arabes Unis et des États-Unis.

Chaque entretien était basé sur un questionnaire structuré en trois étapes successives : la situation du migrant avant de quitter la Tunisie, l'expérience migratoire vécue à l'étranger, et les conditions du migrant depuis son retour au pays. Cette approche diachronique permet

de mettre en exergue et de comparer différentes réalités migratoires, en termes de parcours individuels, de ressources, d'aspirations, de situations familiales et professionnelles et, enfin, de préparation ; cette dernière représentant une notion centrale dans le cadre des travaux de la plateforme de recherche.

La préparation au retour se réfère plus exactement à un processus qui, par définition, s'opère dans le temps et répond à des exigences variées. Elle ne se limite pas au fait de se préparer une fois que le migrant décide, de manière autonome, de rentrer au pays. Elle comprend également la capacité à mobiliser les ressources, aussi bien tangibles (financières et matérielles) qu'intangibles (formation et compétences professionnelles, réseaux sociaux et capital social), lui permettant de garantir son retour et sa réintégration au pays. Aussi, comprendre les raisons pour lesquelles il existe différents degrés de préparation au retour est essentiel afin d'analyser comment les modes de réinsertion des migrants de retour en Tunisie varient autant.

Par ailleurs, les résultats de l'enquête, à l'étude actuellement, permettront d'élucider de nombreuses questions dont la plus fondamentale est justement celle portant sur les multiples facteurs qui influencent la réintégration des migrants. Ces considérations acquièrent encore plus de pertinence si l'on s'attache à analyser comment, et en fonction de quelles

variables significatives, certains migrants de retour ont réussi à investir, mieux que d'autres, leur expérience migratoire dans le cadre de leur réinsertion professionnelle, par exemple, par des projets créateurs d'emploi.

En somme, il est toujours possible de mieux penser le retour, sans s'aligner sur des amalgames, en plaçant les droits, les aspirations et les projets des migrants au centre de l'attention.

Jean-Pierre Cassarino

1. Voir le site: <http://rsc.eui.eu/RDP/fr/>

2. Une enquête précédente avait déjà été réalisée en Tunisie, en 2006, dans le cadre du projet MIREM (Migration de Retour au Maghreb). Les analyses et données brutes issues de cette enquête sont librement accessibles à partir du site : <http://rsc.eui.eu/RDP/fr/research-projects/mirem/>.

3. L'auteur remercie chaleureusement toute l'équipe de l'IRMC, ainsi que les enquêteurs Mahmoud Abdelmoula, Khalifa Bahrouni, Héli Bouras, Yacine Herichi, Mohamed Anis Jebri, Massaoud Kouri, Mohamed Sadok Lejri, Khaoula Matri, Mehdi Mhamed Mahjoub, Hédia Msolli, Nadia Saddem, Lilia Sagaama ; plus spécialement, Rached Ben Khalifa et Davide Calenda pour le contrôle et la validation des données.

Appel à candidature

Atelier algéro-tunisien pour la formation de doctorants sur Les représentations sociales : théories et approches méthodologiques

Cet atelier est organisé à l'Université d'Oran en Algérie, en partenariat avec l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain, l'Institut supérieur des sciences humaines de Tunis, le Département de psychologie, Faculté des sciences sociales de l'université d'Oran et la Maison du doctorant de l'université d'Oran. Organisation et coordination à Oran : Pr. Hallouma Chérif

Les représentations sociales sont au cœur de la psychologie sociale et prennent de plus en plus d'importance en sociologie, en anthropologie et en ethnologie. Les approches qui les caractérisent semblent se nuancer pour répondre à des objectifs et des problématiques différents.

Les travaux de psychologie mettent l'accent à la fois sur le processus de formation de la représentation et sur le contenu et la structure donnant sens à l'objet. En revanche les travaux réalisés

en sociologie et en anthropologie ne s'intéressent le plus souvent qu'au contenu et au sens.

Au Maghreb les théories françaises sont utilisées et adaptées pour étudier des objets tels que celui de la représentation du travail, de la santé, de soi, de projet permettant de cerner les comportements induits par ces représentations dans leur environnement social et culturel, facilitant ainsi l'analyse de la réalité de chacun car, comme le souligne Denise Jodelet, « la réalité n'existe que représentée ». L'atelier se fixe comme objet de répondre aux questions et aux axes suivants : Comment chaque chercheur, chaque doctorant construit son approche dans ce domaine ? Comment l'inscrit-il dans un champ ? Comment, à son niveau, trouve-t-il les moyens d'affronter ou de contourner les difficultés tout en restant dans le respect des bases universelles de la méthodologie spécifique à l'étude des représentations ? Approches qualitatives, approches quantitatives.

Cet appel concerne les doctorants tunisiens inscrits en thèse dans une université tunisienne, ou en co-tutelle.

Disciplines privilégiées : psychologie, sociologie, anthropologie, géographie, soc économies, sciences sociales appliquées aux littératures. Envoi des dossiers des candidatures à : direction@irmcmaghreb.org

Pièces à fournir : un CV, une lettre de motivation, une lettre du Directeur de thèse.

Date limite : 12 décembre 2012.